Grèce : Construire à gauche, vite !

samedi 1er janvier 2011, par ANASTASSIADIS Tassos, SARTZEKIS Andreas (Date de rédaction antérieure : 19 novembre 2010).

Suite aux élections municipales et régionales du 7 et 14 novembre on voit s'affirmer, de manière certes éclatée, un ensemble politique à gauche du Pasok qui représente grosso modo, toutes tendances confondues, 1,2 millions de voix sur environ 6 millions de votants.

Sommaire

- La crise, toujours plus dure
- L'enjeu des élections pour le
- Chantage
- Le Pasok et la droite désavoué
- Les résultats à gauche du
- Une percée anticapitaliste
- Organiser la contre-offensive

Il n'y a pas si longtemps, la défaite des candidats de droite aux élections municipales dans deux principales villes de Grèce, Athènes et Thessalonique, auraient été suivies de scènes d'enthousiasme populaire dans les rues pendant toute la nuit. Rien de tel cette fois-ci, alors que la droite est défaite dans des villes où elle régnait depuis des décennies ! Au moins deux raisons à cela : la profondeur de la crise et ses effets sur la vie quotidienne de la majorité de la population ne poussent pas à s'enthousiasmer pour de telles « victoires », et, lié à cela, le fait que dans les deux villes, les deux candidats aient été élus par environ un sixième des électeurs souligne la leçon la plus visible des élections municipales et régionales des 7 et 14 novembre. Cette leçon, c'est, n'en déplaise aux commentaires de journaux étrangers sur le prétendu soutien de la population au parti dominant, un désaveu cinglant du Pasok et de la droite, sans que, malgré des résultats encourageants pour la gauche radicale et anticapitaliste, ne se dégage encore une alternative politique aux gouvernements en place.

La crise, toujours plus dure

Comme prévu, les mesures draconiennes voulues par le FMI, la Banque et l'Union Européennes — sinistre trio nommé ici « la troïka » — n'auront eu qu'un effet : accentuer la crise, qui voit chaque jour davantage de misère (les services de l'Église, qui assurent en ce pays une bonne partie du secours populaire, indiquent des demandes d'aide augmentant en flèche).

De plus, le déficit 2009, déjà considérable, est revu à la hausse, passant de 13,6 % du PIB à 15,4 %, ce qui va se traduire par de nouvelles exigences de la troïka, qui de toute façon souligne depuis longtemps que l'État ne fait pas entrer assez d'argent dans ses caisses et vit trop richement. Une délégation de celle-ci, arrivée à Athènes le 15 novembre — et accueillie par un rassemblement et une manifestation fournis du KKE (PC grec) et de la gauche radicale et anticapitaliste — fait entendre ses priorités : renforcer les attaques contre la population en s'attaquant au secteur public et en faisant adopter de nouveaux contrats de travail avec des rémunérations inférieures à celles qui

sont fixées par les conventions collectives. Déjà en mars, ils déclaraient : *« En plus des salaires que vous devez baisser, vous devez procéder au licenciement de 200 000 travailleurs de ce secteur »* ! Ce 17 novembre, les responsables européens ont fait savoir que l'État devrait économiser 4,9 milliards d'euros l'an prochain : plus personne ne croit évidemment Papandreou quand il assure qu'il n'y aura pas de licenciements (l'un de ses lieutenants, bien sûr désavoué, a d'ailleurs parlé trop fort pendant les élections, avouant n'avoir aucun état d'âme à licencier des fonctionnaires paresseux et inutiles !). Le gouvernement évoque aussi des réductions indispensables dans le secteur de la santé…

Ces dernières semaines ont vu des attaques très violentes dans certains secteurs, notamment dans le commerce où, en dehors de la fermeture de très nombreux petits magasins, de grandes chaînes mettent la clé sous la porte : c'est le cas de la Fnac, pourtant arrivée récemment en Grèce en conquérante, et, ce 17 novembre, la chaîne de supermarchés Aldi a annoncé sa fermeture, avec 700 travailleuses et travailleurs à la rue.

Un autre secteur ouvertement en crise est celui, politiquement influent, de la presse : le grand groupe Lambrakis, avec une tradition de mécénat culturel établie (l'opéra d'Athènes, le « Mégaro Moussikis », avait été financé par Lambrakis), vient de fermer une vieille maison d'édition, Ellinika Grammata, mettant au chômage une centaine de travailleurs, et les licenciements pleuvent dans ses journaux, dont les plus connus sont To Vima et Ta Nea, où les responsables manient l'insulte et la menace contre les représentants du personnel en abandonnant désormais tout vernis culturel…

On assiste aussi à des opérations de démembrement de la richesse publique. Ainsi, une bonne partie du port du Pirée est vendue à un groupe chinois. Au ministre Pasok proclamant qu'il n'y aurait là aucun licenciement, le patron chinois s'est chargé de rappeler qu'ils n'avaient jamais dit cela. Un accord était prévu également pour vendre une partie du bord de mer près d'Athènes pour y installer des casinos et aménagements de luxe !

Alors, volonté ou pas du gouvernement « socialiste » de discuter d'un nouveau calendrier de remboursement de la dette, suspension ou pas par l'Autriche de savoir si elle verserait sa part du prochain prêt à la Grèce qui selon son ministre de l'Economie ne va pas assez loin dans la casse des acquis, ce qui est certain, c'est que les nouvelles mesures d'étranglement économique de la population ne vont pas tarder, peut-être en lien avec la négociation d'un nouveau mémorandum.

Face à tout cela, les travailleurs tentent de résister, il y a aussi des mobilisations de solidarité, mais ces réactions restent très en retrait par rapport à la mobilisation croissante du printemps. Travailler à relier toutes ces luttes, préparer une offensive d'ensemble contre la politique de Papandreou et de la troïka, telles sont les urgences. Depuis début novembre, il est désormais possible de s'appuyer pour cette tâche sur les résultats des élections municipales et régionales, qui ont vu s'affirmer, de manière certes éclatée, un ensemble politique à gauche du Pasok qui représente grosso modo, toutes tendances confondues, 1,2 millions de voix sur environ 6 millions de votants.

L'enjeu des élections pour le Pasok

Conscient de son discrédit, le Pasok avait prévu de tenir toute la campagne électorale dans le cadre des seuls enjeux locaux, voulant mettre en avant son modernisme représenté selon lui par la mise en place de son programme Kallikratis de « rapprochement des institutions avec le citoyen ». Or, ce programme, pour lequel le Pasok n'a pas lésiné sur les dépenses de publicité, se traduit notamment par la fusion des 1004 communes existantes en 370 super-communes, pour le découpage desquelles les élections ont montré ça et là que le souci de charcutage électoral n'était pas absent. Mais, même si Papandreou en était resté là, la logique de ce plan modèle de technocratie libérale s'inscrit dans le

cadre des mesures anti-ouvrières : en effet, la gestion de ces super-communes implique le désengagement public pour se décharger sur des sociétés privées de tâches comme le nettoyage, des espaces verts, etc. Les conséquences en matière d'emploi, ce sont celles évoquées plus haut : de manière générale, les entreprises publiques sont dans le collimateur (danger de renvoi de 60 000 contractuels), et le principe est de ne pas remplacer quatre fonctionnaires sur cinq partants.

Et c'est précisément en faisant le lien entre échelon local et national que la gauche radicale et anticapitaliste a fait campagne depuis le printemps contre le programme Kallikratis qui inquiète en réalité bien au-delà de ce seul courant politique. C'est dans le même sens que les régions administratives ont été fusionnées en treize « super-régions ».

Chantage

Mais après avoir voulu, sans succès, endormir tout le monde avec le refrain d'élections strictement locales, le Pasok a brusquement changé de ligne : à deux semaines des élections, l'enjeu est, sans explication, devenu tellement national que Papandreou a tout bonnement menacé d'organiser des élections législatives dès décembre si sa politique n'était pas approuvée, sans fixer d'ailleurs de pourcentages définissant le seuil d'approbation ! Bluff ou pas, le débat n'était pas là, même si, bien sûr, de graves spécialistes en politologie y ont consacré des soirées télévisées !

La question, c'était plutôt pourquoi ce chantage : en fait, le Pasok ne risquait pas d'arriver deuxième : avec 10 points d'avance aux élections législatives de 2009 sur la Nouvelle Démocratie (ND) de la droite, dont la politique depuis est proche de la nullité, il n'y avait pas de suspens ! La vraie question était celle de la désaffection de l'électorat Pasok et donc du crédit nécessaire pour continuer cette politique de casse de tous les acquis sociaux. Les sondages de fin août donnaient 28,6 % pour le Pasok (43,9 % aux élections législatives d'octobre 2009), 21,1 % pour la ND (33,5 %), 9 % pour le KKE (7,5 %), 17 % se reportant sur de petits partis, votant blanc ou nul et 10 % ne sachant pas. On peut penser que deux mois plus tard, les sondages, non publiés, ont surtout montré une augmentation terrible du nombre des abstentionnistes, provenant avant tout du Pasok ! La campagne l'a montré : rien à voir avec celle d'octobre 2009, la désillusion des électeurs du Pasok était évidente dans les meetings : ainsi dans ce fief du Pasok qu'est Patras (une des cinq grandes villes du pays) où Papandreou ne pouvait pas commencer son meeting en raison de la faible affluence ! Ce constat s'est d'ailleurs vérifié avec la victoire d'un « divers gauche » (soutenu par le Synaspismos) devant le candidat du Pasok.

Du jour au lendemain, Papandreou s'est donc livré à un chantage du style « moi ou le chaos », avec des arguments populistes abjects mettant en cause les mobilisations ouvrières : « Si les groupes d'intérêts que nous avons touchés avec nos réformes disent "ça suffit !", alors je n'aurai d'autre alternative que de m'adresser au peuple grec. » Plus loin, le même précise : « J'admets que certains changements, imposés en raison de leur nécessité, ont pu heurter les travailleurs, qui ne sont pas responsables de la crise. Pourtant, la maturité est indispensable aussi dans les syndicats : la crise doit tous nous transformer. » (Eleftherotypia du 6 novembre 2010). Dramatisation qui faisait oublier brusquement les enjeux locaux mais donnait raison à tous ceux et celles qui insistaient depuis des semaines sur l'importance lors de ce scrutin de battre non pas seulement le Pasok et la droite, mais la politique anti-ouvrière.

Le Pasok et la droite désavoués

Du fait que les principaux partis se présentaient dans les 13 régions, les élections régionales ont

constitué un test de référence avec les législatives de l'an passé. Il faut cependant moduler : l'extrême droite Laos ne se présentait que dans six régions en tant que telle, Syriza était concurrencée par une scission droitière, Aristeri Dimokratiki (Gauche Démocratique), et les listes soutenues par Antarsya se présentaient dans 11 régions.

De toute façon, ce qui saute aux yeux, c'est le formidable taux d'abstentions : si en octobre 2009, l'abstention était de 2,88 millions, elle est pour le premier tour des régionales 2010 de 3,81 sur un total d'inscrits de 9,81 millions, avec en outre 9,10 % de bulletins blancs et nuls. Au deuxième tour, qui aux régionales a opposé exclusivement la droite et le Pasok, l'abstention qui était de 39 % est passée à … 53 %, avec en outre 11,6 % de blancs et nuls ! Rien que ces chiffres permettent de juger de la vanité des jugements de journaux comme Libération ou le Monde qui ont vu dans ces résultats un pari réussi de Papandreou ou une absence de sanction pour le premier ministre ! Strauss-Kahn est lui plus retors : il voit qu'en Grèce *« la gauche a finalement été confortée dans les urnes »* (ce qui est vrai si on prend la gauche dans toutes ses composantes !) pour justifier la politique de casse du Pasok !

En fait, la sanction est d'autant plus nette qu'il est clair que le Pasok, malgré le chantage de son chef, a payé le prix lourd : au premier tour des régionales, le Pasok perd environ 1 150 000 voix, avec sur la région d'Attique entourant Athènes, regroupant un tiers des électeurs et la plus industrielle, la perte de 446 000 voix (-7 %). Il comptait comme sûre la victoire au premier tour dans trois régions : il en a gagné deux, dont le fief de Crète, où il passe à 50,3 % en perdant 71 000 voix, soit 8,4 % ! Dans la troisième région « sûre », il fait 43 % , en perdant 90 000 voix, soit 9 %. Dans le Péloponnèse, le candidat du Pasok est un ancien ministre de la droite, soutenu également par le Laos, et en Attique, si le candidat Pasok se fait finalement élire au deuxième tour, c'est avec une abstention de 58 %, un total de 16 % de blancs et nuls… et là aussi le soutien du Laos. Ajoutons qu'aux municipales, les deux défaites majeures de la droite ne signifient pas une victoire du seul Pasok : à Athènes, le candidat Kaminis était au deuxième tour également soutenu par les écologistes, par Aristeri Dimokratia et quelques secteurs de la droite, idem pour Boutaris à Thessalonique. Dans les deux cas sur fond d'abstentions gigantesques, autour de 65 %. En outre, le Pasok perd des villes importantes comme la banlieue nord d'Athènes d'Aghia Paraskevi, la grande ville de Patras dans un duel à gauche, comme dans la banlieue d'Elliniko à Athènes, où le maire sortant, militant ayant pris la tête de mobilisations radicales, était soutenu par les écolos, Syriza, Antarsya et d'autres forces de gauche. Dans d'autres banlieues populaires, le Pasok est battu par des listes de gauche : Kaisariani, Keratsini, Elefsina ...

Avec de tels résultats, il est clair qu'il s'agit d'un désaveu majeur pour le Pasok, sans d'ailleurs que généralement des opposants internes aient réussi à obtenir le soutien populaire, comme on le voit avec l'échec de Dimaras, un député qui s'était abstenu lors du vote de soutien au mémorandum FMI-UE en mai et se présentait en indépendant aux régionales d'Attique. Seule une propagande effrénée, reprise comme on l'a noté par une partie de la presse internationale, peut oser parler d'un vote de confiance, et Papandreou qui après chaque tour s'est dépêché de remercier les électeurs de Grèce, oublie de mentionner qu'il n'est désormais soutenu que par 17 % de ceux-ci.

Rien à envier à droite, elle est désormais conduite par l'ancien dirigeant d'un groupe nationaliste dissident de la ND, qui a la dure tâche de redresser un parti atteint et par sa lourde défaite de l'an passé et par une série de scandales financiers pour lesquels des procès sont en cours. Comme Papandreou pour le Pasok, Antonis Samaras voit une victoire pour la droite dans ces élections. Observons : aux régionales, la droite, qui ne pouvait que progresser après octobre 2009, perd 563 000 voix, dont 256 000 en Attique ! Proclamant qu'elle visait entre 6 et 8 des 13 régions, elle n'en obtient que 5 et, si elle gagne le Pirée, c'est plus en raison de la crise interne du Pasok que par sa propre dynamique. On ne peut que s'en réjouir : elle paie évidemment le partage de responsabilité dans la crise, et sa démagogie contre le mémorandum n'a trompé personne, puisqu'en même temps

elle soutient les mesures d'austérité, ce qui revient à émettre un message inaudible, sinon risible. La crise de la droite est donc certainement durable, et sa chance est que dans la période, le groupe Laos, dont le profil équivaut à celui du Front National en France, soit l'un des meilleurs soutiens de la politique du Pasok (d'où ses prises de position pro-Pasok lors de ces élections !). Ce positionnement de Laos a deux conséquences : un affaiblissement électoral, là où il se présentait, comme en Attique où avec 6,57 %, il perd 1 % et 53 500 voix ; mais aussi la libération d'un espace pour des courants ouvertement fascistes.

On constate donc un fait extrêmement important : pour la première fois depuis le début des années 1980, le bipartisme qui gangrenait la vie politique grecque est spectaculairement affaibli. Les résultats des élections, aussi bien que les discussions sur les lieux de travail, prouvent qu'une crise politique profonde s'est ouverte, jamais vue depuis la junte des colonels dans les années 1967-74. Il devient clair aussi qu'une issue positive à cette situation dépend exclusivement des réponses et de la crédibilité que saura offrir la gauche radicale et anticapitaliste. Et sur ce terrain, les choses commencent peut-être à évoluer.

Les résultats à gauche du Pasok

Le KKE a été présenté comme le principal gagnant de ces élections : c'est en grande partie vrai. Il faut dire qu'il avait commencé sa campagne électorale depuis longtemps puisque celle-ci est en fait quasi permanente. En effet, le KKE privilégie comme seule solution dans les mobilisations… de le renforcer, n'hésitant d'ailleurs pas à culpabiliser les travailleurs qui, en ne votant pas pour lui, laissent la droite et le Pasok continuer à engraisser la « ploutocratie ». Dans cette campagne électorale systématique, il utilise un discours aux accents en partie anticapitalistes. Mais en partie seulement, puisque les arguments sur le « vrai » patriotisme n'ont pas manqué ces derniers temps, et que ce parti continue de semer la division, refusant toute unité d'action des travailleurs : pour lui, le seul cadre syndical est son courant Pame, encadré par lui seul, et sur la « scène politique », le KKE se présente comme seul face à tout le monde, étant entendu que la gauche radicale défend selon ce parti le système capitaliste !

Il n'empêche qu'une nouvelle fois, on a vu sa campagne prendre, et le KKE a su attirer des jeunes. Son score aux régionales est d'environ 580 000 voix, soit près de 11 %, avec un gain de 62 600 voix et de 3,5 % par rapport à 2009. Pourtant cette progression est à relativiser. D'abord parce que ce n'est pas dans les régions les plus industrielles que le KKE progresse le plus : îles d'Egée du sud (+6 000), Grèce centrale (+12 000). Il perd même des voix en Egée du Nord (-500) et surtout, sa progression en Attique est très modeste : certes, il fait 14,4 % mais ne progresse que de 6 000 voix, ce qui est très peu quand on voit les pertes du Pasok et le gain fait dans la même région par Antarsya, à savoir +23 000 voix. De même, le KKE n'obtient qu'une seule mairie, la banlieue populaire de Petroupolis. Même s'il est de loin la force principale à gauche du Pasok, il faut avoir conscience de ces faiblesses qui, une fois finie la phase officielle de satisfaction, pourraient peut-être animer des interrogations internes, à ce jour assez discrètes.

L'un des bilans urgents a tirer sera celui de Syriza : la coalition réformiste-radicale a depuis plusieurs mois des problèmes existentiels, tout simplement d'identité politique, et qui renvoient aux confusions liées à sa formation. Regroupant des groupes révolutionnaires ou radicaux autour du Synaspismos, sans que ces groupes n'aient eu comme projet commun de développer une aile anticapitaliste, Syriza a été ballotté depuis plus de trois ans au rythme des sondages et des résultats réels, qui ne dépassaient guère ceux du seul Synaspismos, si l'on met de côté le bon résultat d'Alexis Tsipras à la mairie d'Athènes il y a 4 ans (plus de 10 %). Ces derniers mois, Syriza s'est déchiré en au moins trois courants :

► le premier est celui des « rénovateurs » du Synaspismos, qui ont fini par le quitter et quitter en même temps le Syriza au printemps, pour former Dimokratiki Aristera (Gauche démocratique) autour du cadre réformiste Fotis Kouvelis. Leur baptême du feu électoral les satisfait : se présentant en alliances à géométrie variable (avec les écolos, avec Syriza, avec le Pasok…), ils obtiennent ainsi pas mal d'élus, et leur candidat aux régionales d'Attique, Grigorios Psarianos, ancien député de Syriza, obtient 52 500 voix, soit 3,8 %. Cela pose aussi leur profil politique : un parti d'élus dont il sera difficile de cerner la réalité militante, au discours oscillant entre radicalisme et réformisme le plus plat.

► Le cœur de Syriza, autour du Synaspismos, obtient près de 240 000 voix (4,5 %), au lieu de 315 000 et 4,6 % en octobre 2009. Si la baisse en pourcentage n'est pas sensible, elle l'est davantage en voix, et même si la direction du Synaspismos affiche sa satisfaction devant ce score, alors que Syriza a perdu les rénovateurs de Kouvelis et, au moins en Attique, un courant radical autour d'Alavanos, il est évident que ne pas progresser dans un tel contexte est un affaiblissement. D'ailleurs, dès avant le scrutin, deux députés de Syriza et les représentants de quelques courants (Kokkino, AKOA, Xekinima…) au secrétariat soulignaient dans un appel la crise profonde de la coalition, minée par les conflits entre projets différents mais aussi par le centralisme et la bureaucratie, et affirmaient son échec à promouvoir ce qui avait justifié sa création, à savoir l'unité de la gauche et l'action commune de larges forces de la gauche radicale. Leur conclusion est qu'après les élections, Syriza ne peut plus continuer dans les mêmes conditions. Pendant ce temps, la direction autour d'Alexis Tsipras imposait pour les municipales la ligne consistant à se tourner vers les cadres du Pasok en désaccord avec la ligne Papandreou, et c'est ainsi qu'en Attique, la direction de Syriza espérait que la tête de liste aux régionales ferait un score à 2 chiffres, attirant des voix d'électeurs Pasok déçus : résultat, l'ex-cadre Mitropoulos a obtenu 89 000 voix, soit 6,2 %, en baisse de 42 000 voix par rapport à 2009. On peut penser que les jeunes qui avaient pu voter pour Syriza ne se reconnaissent pas dans de telles combinaisons, sans pour autant que les déçus du Pasok ne les trouvent crédibles.

► Un mot sur le troisième courant de Syriza, se regroupant autour d'une liste représentée en Attique par l'ancien dirigeant du Synaspismos, Alekos Alavanos, qui s'oppose depuis plusieurs mois à Tsipras (qu'il avait lui-même proposé à sa place). Alavanos, fort droitier du temps où il était député européen, use d'un langage souvent carrément gauchiste, comme on le voit dans son tract central de campagne dont la conclusion est : « Pour combattre le chômage des jeunes, nous sommes prêts à aller en prison. » Cette ligne n'empêche d'ailleurs pas le même texte de dire plus haut : contre le mémorandum qui se fait au détriment de la Constitution grecque, « dans le cadre de la région d'Attique, nous appliquerons la Constitution et non pas les lois anticonstitutionnelles du gouvernement Papandreou. » Cette liste, dont Alavanos espérait beaucoup, n'a obtenu en fin de compte que 30 000 voix, 2,2 % et un seul élu. Mais le plus grave en cette affaire n'est pas que cette liste ait été appuyée par des groupes révolutionnaires comme KOE ou DEA, c'est qu'au bout du compte, les désaccords entre ancienne et actuelle direction du Synaspismos voient se déchirer les différents groupes radicaux et révolutionnaires membres de Syriza, avec toutes les rancœurs que cela pourrait laisser. On retrouve ici l'absence de projet commun de tous ces groupes dès le lancement de Syriza.

Une percée anticapitaliste

C'est la bonne nouvelle de ces élections, certes modeste en terme de chiffres, mais qui constitue pour pas mal d'observateurs un élément nouveau : les listes clairement anticapitalistes soutenues par la coalition Antarsya (Coopération de la gauche anticapitaliste pour le renversement du système), qui se présentaient dans 11 des 13 régions, obtiennent environ 2 % et 7 élus. Ses pourcentages varient de 1,5 % à 2,6 %, mais on n'est loin des 0,5 % de 2009… qui constituaient,

comme nous le disions sans rire, un progrès par rapport aux scores ultraconfidentiels de la gauche révolutionnaire grecque ! Et surtout, les augmentations de voix sont spectaculaires, et c'est le courant qui augmente le plus : si le KKE augmente de 62 500 voix, Antarsya est en hausse, elle, de près de 71 000 voix, atteignant sur les 11 régions un total de près de 95 500 voix. En Attique, elle obtient 31 500 voix (plus que la liste Alavanos) et fait élire Angelos Hagios, par ailleurs dirigeant de NAR. Et Antarsya soutenait plusieurs listes aux municipales, comme à Athènes où elle obtient 5 500 voix (2,9 %) et un élu, Petros Konstantinou, par ailleurs dirigeant de SEK. Dans différentes banlieues, les listes soutenues par Antarsya et parfois d'autres forces font de bons scores : au Pirée, 2 % (mais un siège passant sous le nez après recomptage), 3 % et 1 élu à Peristeri, la plus grosse des banlieues, quartier populaire, 2,8 % et 1 élu à Petroupoli, 6,5 % et 1 élu à Nea Smyrni, 5 % et 1 élu à Zografou, 6,3 % et 1 élu à Ymittou, 10,7 % et 2 élus à Halandri, 13,8 % et 2 élus à Vrilissia. Et d'autres bons scores hors Attique comme à Iannina avec 4,1 % et 1 élu ou à Pyrgos avec 4 % et 1 élu.

A cette percée significative, on peut donner au moins deux explications. La première, c'est le dynamisme du regroupement Antarsya, au sein duquel se sont retrouvées les deux plus fortes organisations de la gauche révolutionnaire grecque, NAR et SEK, ainsi que différents groupes, comme OKDE-Spartakos, section de la IVe Internationale, et des membres individuels. On l'a vu tout au long des mobilisations du printemps, où Antarsya a aidé à la structuration des syndicats de base contre la ligne de la direction de la confédération GSEE. De gros cortèges, des apparitions militantes ont permis d'affirmer la place d'Antarsya, dont les affiches et les mots d'ordre peuvent se lire dans de nombreuses régions. La seconde raison, c'est en fait un vote de radicalisation en faveur de la seule liste affirmant clairement la nécessité d'une alternative anticapitaliste pour vaincre la politique du Pasok et de la troïka. Dans le cadre du vote massif à gauche du Pasok, le vote pour Antarsya est porteur d'espoir aussi parce que les sectarismes tombent : sachant qu'en dehors de Syriza et d'Antarsya, les autres groupes d'extrême gauche appelaient à l'abstention, il est évident que les listes d'Antarsya ont bénéficié à la fois de votes d'électeurs refusant l'évolution de Syriza et de ceux des jeunes se rapprochant des propositions radicales.

Organiser la contre-offensive

L'enjeu à partir de ces nouvelles données est clair : Antarsya est désormais investi de nouvelles responsabilités, énormes au regard des urgences, mais aussi si on prend en compte sa taille modeste et le fait que son processus de constitution, de travail et de débats coopératifs reste récent. Il s'agit avant tout d'aider, malgré les obstacles, à la construction d'une riposte unitaire et massive à la politique de la bourgeoisie, en faisant toutes les propositions nécessaires allant dans le sens de la rupture avec le capitalisme. Refus de payer la dette, interdiction des licenciements, défense et amélioration des services publics, voilà quelques axes urgents, qui impliquent d'étendre les coopérations bien au-delà d'Antarsya !

Mais un autre secteur relève de la plus grande urgence : sur la base des acquis des batailles antiracistes, organiser la mobilisation unitaire la plus large contre le racisme et le fascisme, et cela sans attendre. En effet, à Athènes, un groupuscule néonazi, Chryssi Avgi (Aube dorée) organise depuis des mois des campagnes violentes contre les immigrés dans quelques quartiers d'Athènes, et cela commence à porter des fruits nauséabonds : aux municipales, ils ont obtenu 10 000 voix (5,3 %) et un élu. Si électoralement, ils n'ont eu aucun autre succès, ces pratiquants du salut fasciste, bénéficiant d'une inquiétante mansuétude de la police, tentent d'implanter leurs pratiques racistes dans plusieurs régions, et seule une mobilisation antiraciste de masse les mettra hors d'état de nuire.

Deux indices des possibilités de développements rapides depuis le deuxième tour des élections : le meeting organisé à la hâte à Athènes, le 16 novembre, par Antarsya avec plus de 1 000 participants fort motivés. Et le lendemain, la commémoration du massacre des étudiants de l'École Polytechnique par la junte militaire en 1973 [1] : une manifestation de 50 000 personnes, avec énormément de jeunes, et plusieurs dizaines de milliers à Thessalonique. Relancer l'espoir de pouvoir gagner en construisant concrètement le tous ensemble contre la politique de la misère, martelée comme la seule voie possible, voilà un enjeu crucial pour les semaines et les mois à venir.

Athènes, le 19 novembre 2010

Tassos Anastassiadis, **Andreas Sartzekis**

P.-S.

* Paru dans Inprecor N° 567-568, novembre-décembre 2010.

* Tassos Anastassiadis et Andreas Sartzekis sont membres de la direction de l'OKDE-Spartakos, section grecque de la IVe Internationale, qui fait partie de la coalition de la gauche anticapitaliste Antarsya (Coopération de la gauche anticapitaliste pour le renversement du système).

Notes

[1] En novembre 1973, la révolte des étudiants, retranchés dans l'Ecole polytechnique a marqué le début de la fin de la dictature des colonels. Les étudiants sont expulsés par les forces armées après une sanglante répression. 34 morts, 2400 arrestations. [NdlR].